



La perte de légitimité précède la chute des empires

L'empire américain s'est longtemps proclamé défenseur de la démocratie, des droits de l'homme, de la paix et de la prospérité. Mais l'écart grandissant entre ce récit et la réalité mine sa légitimité.

Auguste Maxime

jeu. 19 mars 2026

La confrontation entre les États-Unis et l'Iran se joue sur le contrôle du détroit d'Ormuz, artère vitale du commerce énergétique mondial. Si Washington échoue à sécuriser ce corridor essentiel, sa crédibilité en tant que garant de l'ordre international sera sérieusement entamée.

Une telle situation rappelle la crise du canal de Suez en 1956, lorsque le Royaume-Uni, incapable d'imposer sa volonté face à l'Égypte de Nasser et sous pression des États-Unis, révéla brutalement les limites de sa puissance. C'est ainsi, que [Ray Dalio](#) interprète cette nouvelle guerre au Moyen-Orient.

Puissance et légitimité

De nombreux indicateurs sont régulièrement mobilisés pour évaluer le déclin relatif de la puissance américaine : « [surextension](#) » de son armée, affaiblissement industriel, montée des inégalités, baisse de l'espérance de vie, [endettement massif](#), revers militaires ou émergence de la Chine. Mais un empire ne se maintient pas seulement par la force.

Il repose sur une combinaison de puissance et de légitimation — idéologique, culturelle ou même religieuse. Dans *Tout empire périra*, l'historien français [Jean-Baptiste Duroselle](#) souligne que la perte de légitimité constitue l'un des facteurs les plus profonds et décisifs du déclin impérial.

Pour se maintenir, un empire comme les États-Unis doit apparaître, aux yeux des populations dominées, des élites périphériques et d'une partie de sa propre société, comme une puissance respectable — garante d'un certain ordre, d'une prospérité relative et de valeurs universelles.

Tant que cette légitimité tient, la puissance peut s'exercer à un coût relativement faible. Mais lorsqu'elle commence à s'effriter, le recours à la force devient de plus en plus coûteux et inefficace. Car les résistances se multiplient, les coalitions hostiles se forment et la contestation interne grandit.

Quand un Empire est perçu comme arrogant, prédateur ou [décadent](#) son autorité se désagrège. On peut dire que la perte de légitimité ressemble à une faillite : lente et progressive au début, puis brutale et irréversible à la fin. Il semble que les États-Unis soient désormais entrés dans cette seconde phase.

La face cachée des « sanctions économiques »

L'un des principaux instruments de puissance américaine réside dans le recours aux sanctions économiques, rendu possible par leur contrôle du dollar et du système de paiement SWIFT. Longtemps présentées comme des alternatives « non violentes » à la guerre, leur violence extrême s'impose désormais à la conscience collective.

Une étude publiée l'année dernière dans *The Lancet Global Health* a analysé les données de mortalité par tranche d'âge dans 152 pays sur une période de cinquante ans (1971–2021). Elle met en évidence un lien de causalité significatif entre les sanctions économiques unilatérales imposées par les États-Unis et l'Union européenne et une hausse substantielle de la mortalité. Selon les estimations des auteurs, ces politiques seraient associées à environ 38 millions de décès supplémentaires sur la période étudiée.

Ces politiques, souvent qualifiées « d'outils diplomatiques » ou de « pression ciblée », fonctionnent en réalité comme de véritables embargos unilatéraux, imposés en dehors de tout cadre multilatéral légitime tel que l'ONU. Leurs effets sont profondément destructeurs : elles dégradent l'accès à la nourriture, aux médicaments essentiels, aux équipements médicaux, à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires, infligeant ainsi des souffrances massives et indiscriminées aux populations civiles.

Malgré leurs échecs répétés sur le plan politique, ces mesures sont jamais remises en cause. Cuba en subit les conséquences depuis plus de 65 ans, tandis que l'Iran ou le Venezuela y sont confrontés depuis des décennies.

Les premières victimes sont systématiquement les plus vulnérables : les enfants de moins de 5 ans et les personnes âgées. L'étude montre que cette tranche d'âge représente une part majoritaire des décès en excès, avec des effets particulièrement prononcés chez les tout-petits. Depuis le début des années 2010, les sanctions auraient ainsi causé la mort de plus d'un million d'enfants dans le monde, aggravant la malnutrition, favorisant les maladies infectieuses évitables et limitant l'accès aux soins pédiatriques de base.

Loin d'être une mesure « douce » ou humanitaire, les sanctions économiques unilatérales constituent une forme d'arme de destruction massive indirecte, dont le coût humain rivalise avec celui des guerres conventionnelles. Cette réalité, étayée par des données rigoureuses appelle à un débat urgent sur la légitimité morale et juridique de ces mesures.

Guerre d'agression et chaos régional

La guerre que mènent actuellement les États-Unis contre l'Iran s'inscrit dans une longue série d'agressions militaires dans la région, qui se poursuivent depuis plus de vingt-cinq ans. Wesley Clark, ancien général et commandant en chef de l'OTAN, [en](#)

a révélé l'ampleur dès 2007. A peine dix jours après le 11 septembre 2001, il découvre au Pentagone une note confidentielle visant à renverser sept pays en cinq ans — l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et enfin l'Iran.

Tous ces conflits ont été présentés au grand public comme des combats pour de nobles causes : promouvoir la démocratie, libérer un peuple opprimé, lutter contre le terrorisme, émanciper les femmes, renverser un tyran, ou conjurer le spectre des armes de destruction massive. De grands récits, soigneusement construits et complaisamment relayés. Mais derrière ces justifications, la réalité est invariablement la même : le chaos, les destructions, les morts et les déplacés par millions.

Aujourd'hui, rares sont ceux qui croient encore que les bombardements de l'Iran visent à libérer les femmes iraniennes, à imposer un changement de régime favorable à l'Occident, ou à empêcher Téhéran d'acquérir la bombe nucléaire. L'Iran serait sur le point d'avoir la bombe : une menace qu'agite Netanyahu depuis plus de trente ans.



Au premier jour du conflit, une frappe sur une école menée par les États-Unis et Israël a causé entre 150 et 175 morts, principalement des fillettes âgées de 7 à 12 ans.

La démission de [Joe Kent](#), ce 17 mars, du poste de directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme confirme la crise de confiance et le malaise que provoque cette nouvelle guerre. Dans sa lettre, il affirme que l'Iran ne représentait aucune menace imminente pour les États-Unis. Il ajoute que ce conflit, comme l'invasion de

l'Irak en son temps, a été déclenché sous la pression d'Israël et de son puissant lobby à Washington. Téhéran est l'un des dernier acteur régional capable de contenir l'expansionnisme israélien et son projet de « Grand Israël ».

Alors que l'on peine à définir les intérêts américains, la communication de la Maison Blanche provoque la stupéfaction. Donald Trump a affirmé à plusieurs reprises que l'armée « s'amusait » à couler des navires iraniens. De son côté, le secrétaire à la Défense Pete Hegseth multiplie les déclarations martiales — évoquant une « décimation », une « destruction sans précédent », ou des responsables iraniens « terrés comme des rats » —, certaines contredisant le droit international humanitaire.

Le compte officiel de la Maison-Blanche sur les réseaux sociaux diffuse des images de cibles iraniennes frappées, entremêlées de séquences issues de jeux vidéo. L'audience visée par ce type de contenu reste floue ; son effet diplomatique, lui, est désastreux. Des alliés traditionnels des USA expriment en privé leur malaise face à cette escalade et à la communication jugée irresponsable de Washington.

Un empire porte en lui les germes de sa propre destruction

Selon Jean-Baptiste Duroselle, tout empire est voué à disparaître en raison de sa nature même. Contrairement à une nation ou à une communauté fondée sur le consentement mutuel, un empire repose sur la domination par la force. Il se maintient par l'occupation militaire, la répression, l'exploitation et la pression diplomatique.

Cette logique engendre une tension permanente. L'empire tente de se légitimer à travers une idéologie de supériorité alors que ses actions contredisent systématiquement ce discours. Cette dissonance mine sa légitimité, et constitue l'une des causes fondamentales de sa chute.

La politique étrangère désastreuse menée par les États-Unis au Moyen-Orient depuis plus de vingt-cinq ans, ainsi que les dégâts considérables des « sanctions économiques » imposées par Washington, en sont une illustration moderne. Elles deviennent insupportables et injustifiables, surtout quand on prône l'exceptionnalisme américain.

L'empire se trouve dans un dilemme fatal : tolérer les contestations affaiblit son autorité centrale et fragmente sa cohésion, tandis que la répression, bien qu'efficace temporairement, détruit la légitimité restante. Elle radicalise les populations, éloigne les alliés et partenaires et fait exploser les coûts humains, économiques et moraux.

Le paradoxe central de Duroselle est clair : plus un empire tente de conjurer sa fin par la force, plus il accélère son déclin. La légitimité — ciment invisible de la domination — une fois perdue, ne se restaure pas par la contrainte. Toute tentative de sauvetage risque d'aggraver le mal et d'achever l'empire.

La politique de Trump s'inscrit dans la dynamique de ses prédécesseurs, mais son style et ses excès accélèrent sans aucun doute la perte de crédibilité des États-Unis sur la scène mondiale.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

ÉTATS-UNIS